

Le peuple palestinien meurt sous les balles du gouvernement israélien, Macron en reçoit le dirigeant...

Alors qu'une nouvelle montée de violence sévit en Palestine, le président Macron reçoit le chef du gouvernement israélien d'extrême droite Benjamin Netanyahu.

Depuis le début de l'année 2023, ce sont près d'une quarantaine de palestiniens et palestiniennes qui ont été tués par l'armée israélienne, un record. Si on déplore également 7 israéliens assassinés par des Palestiniens, il faut une fois de plus souligner l'extrême déséquilibre entre des actes perpétrés par des individus et le recours massif à la violence par l'armée d'occupation israélienne, et aux punitions collectives annoncées par le gouvernement israélien. Ainsi, l'attaque contre le camp de Jénine la semaine dernière, qualifié par les médias¹ de « *raid le plus violent depuis deux décennies en Cisjordanie* », a fait 9 morts et 20 blessés. Plus généralement, ces dernières semaines, les Palestiniens et Palestiniennes subissent une montée des agressions des colons, soutenus par un gouvernement d'extrême droite, des incursions de l'armée dans les camps de réfugié-es, et des affrontements militaires dans les villages, aux check-point et partout sur le territoire. Ces événements ont lieu dans un contexte qualifié d'apartheid par de nombreuses associations humanitaires dont le dernier rapport d'Amnesty International vient préciser les contours de son système : volonté d'opprimer la population palestinienne, fragmentation territoriale et ségrégation légale, dépossession de terres et de biens, étouffement du développement humain des palestinien·nes².

C'est dans ce climat que le président Macron reçoit Benjamin Netanyahu, criminel de guerre :

- il est l'ordonnateur de nombreuses opérations militaires contre la bande de Gaza dont celle de 2014 qui a fait plus de 2 200 mort-es en un été,
- il est l'un des instigateurs de l'apartheid, en faisant voter la « Loi Israël, État-nation du peuple juif » en 2018,
- il est accusé de corruption, fraude et abus de confiance,
- il est chef d'un gouvernement d'extrême droite.

En recevant Benjamin Netanyhaou qui ne manquera pas d'exploiter cette visite pour redorer l'image de son gouvernement antidémocratique, le président Macron perpétue l'impunité des dirigeants israéliens, et se rend complice de sa politique et de ses agissements criminels contre le peuple palestinien.

L'Union syndicale Solidaires dénonce à nouveau l'absence de sanctions contre un gouvernement criminel qui ne respecte pas le droit international depuis de nombreuses années. Aux côtés du peuple palestinien, nous exigeons la poursuite des criminels de guerre israéliens, l'arrêt des politiques d'apartheid, l'application du droit international avec le démantèlement du Mur de séparation, la fin de la colonisation et le retour des réfugié-es.

Liberté pour le peuple palestinien !

¹Article du Monde, 27 janvier 2023 : https://www.lemonde.fr/international/article/2023/01/27/a-jenine-recit-d-un-assaut-israelien-meurtrier_6159551_3210.html

²Les termes sont repris du rapport d'Amnesty International « L'apartheid israélien envers le peuple palestinien » : <https://www.amnesty.org/fr/documents/mde15/5141/2022/fr/>